

BGE 70 IV 193

Bundesgericht (BGE), 1944-01-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_70_IV_193

FR: ATF 70 IV 193

IT: DTF 70 IV 193

Volltext

192 Verfahren. N° 52. sehen auf Grund des Bundesrechts nicht Ersatz der Kosten verlangen. Die Rechtshilfe ist grundsätzlich unentgeltlich zu leisten. Nur die Auslagen für wissenschaftliche oder technische Gutachten sind durch die ersuchende Behörde zu ersetzen (Art. 354 Abs. 1 StGB). Die weitergehende Bestimmung des Art. 252 Abs. 2 BStrP, wonach auch die Verpflegung von Untersuchungsgefangenen zu vergüten war, ist durch Art. 254 Abs. 1 StGB aufgehoben worden (BGE 69 IV 233). Vgl. auch Nr. 39. -- Voir aussi no 39. I. STRAFGESETZBUCH CODE PENAL 193 53. Arrêt de la Cour de cassation penale du 10 novembre 1944 dans la cause Procureur general du Canton de Berne contre Gottofrey. Escroquerie a la charite. Cette forme d'escroquerie ne doit etre reprimée en vertu de l'art. 148 CP que si elle prend des formes ou des proportions qui ne permettent plus de l'apparenter a la mendicite Courante. Sous cette reserve, il appartient aux cantons de punir a titre de contravention de police (art. 335 eh. 1 al. 1 CP) aussi bien la mendicite frauduleuse que la mendicite simple. Bettelbetrug. Diese Art des Betrugers ist nur dann nach Art. 148 StGB zu bestrafen, wenn er Formen oder ein Ausmass annimmt, welche nicht mehr erlauben, ihn dem gewöhnlichen Bettel gleichzustellen. Unter diesem Vorbehalt ist es Sache der Kantone, den betrügerischen Bettel gleich dem einfachen Bettel als Übertretung (Art. 335 Ziff. 1 Abs. 1 StGB) zu bestrafen. Mendicita fraudolenta. Tale forma di truffa e da reprimere a mente dell'art. 148 CP scilo quando assuma aspetti e proporzioni tali da non poter pitt essere considerata come mendicita corrente. Con questa riserva, e nella facolta dei cantoni di punire, come contravvenzioni di polizia (art. 335 cifra 1 cp. 1 CP), non solo la mendicita semplice, ma altresì quella fraudolenta. A. - Les epoux Henri et Sylvie Gottofrey, originaires d'Echallens, sont rentres de France en 1939. Au cours des annees 1943 et 1944, ils ont vagabonde dans les cantons de Berne, Fribourget Neuchatei, s'adonnant a la mendicite, souvent en compagnie de leurs enfants. Ils se faisaient passer pour des Suisses refugies, qui venaient de quitter l'etranger. Ils ont ainsi reussi parfois a se faire remettre des sommes de 10 et 20 fr. Les epoux Gottofrey se sont aussi presentes dans des institutions telles que la Maternite et l'Ecole d'infirmieres de Fribourg, ou des bureaux d'assistance, comme le Bureau central de bienfaisance a Neuchâtel et le Poste de secours de la Croix-Rouge a La Chaux-de-Fonds. Toutefois, lors des deux visites qu'ils firent a ce dernier office, ils s'esquiverent des qu'ils virent que l'employee s'appretait a telephoner au President de la Croix-Rouge. B. - Par jugement du 25 avril 1944, le President du Tribunal de Delemont, appliquant les art. 27 et 29 de la loi bernoise du 1er decembre 1912 sur la police des pauvres, a condamne Gottofrey a six mois de maison de travail et sa femme a 30 jours d'arrets pour mendicite grave et vagabondage. Gottofrey a fait appel de ce jugement. Le Procureur general s'est joint a l'appel en faveur de l'inculpe, en concluant 8. ce que celui-ci soit condamne 8. un mois d'arrets avec sursis. L'accusateur considerait que la condamnation devait etre prononcee pour escroquerie et tentative d'escroquerie en concours ideal avec la mendicite

grave et le vagabondage. Statuant le 6 juillet 1944, la 1^{re} Chambre pénale de la Cour suprême bernoise a écarté la prévention d'escroquerie et condamné Gottofrey pour mendicité grave et vagabondage à deux mois d'arrestations subies par la détention préventive. La condamnation vise uniquement les actes de mendicité commis dans les cantons de Berne et de Fribourg ; faute de convention avec le canton de Neuchâtel, la répression des actes commis dans ce canton a été abandonnée aux autorités neuchâteloises.

0. - Le Procureur général du canton de Berne se pourvoit en nullité contre cet arrêt, en concluant au renvoi de la cause à la juridiction cantonale pour qu'elle applique l'art. 148 CP. Considérant en droit: 2. - D'après l'art. 27 de la loi bernoise sur la police, des pauvres, se rend coupable de mendicité grave ou qualifiée, notamment « quiconque mendie, en donnant de fausses indications sur ses conditions d'existence, le mendicant qui se fait faussement passer pour malade, infirme ou estropié, lui ou son compagnon de mendicité, ou qui produit de faux certificats ou fait abus de certificats authentiques ... » Le Procureur général soutient que l'escroquerie dite à la charité, réprimée par cette disposition légale, tombe sous le coup de l'art. 148 CP. Il est exact qu'en principe le mendiant qui, par des affirmations fallacieuses, induit en erreur sur son état de misère les personnes auxquelles il s'adresse et les détermine de la sorte à lui faire l'aumône, commet une escroquerie. La Cour cantonale objecte, en se référant à FRANK (Das Strafgesetzbuch für das deutsche Reich, 176^e édition § 361 IV litt. b), que l'escroc s'adresse à une personne déterminée qu'il connaît, tandis que le mendiant aborde toute personne dont il pense pouvoir obtenir un secours. La doctrine allemande entend en effet par mendicité, au sens du § 361 eh. 4 Code pénal allemand, le fait de solliciter une aumône de la part d'une personne étrangère au demandeur (FRANK, loc. cit.). Il est possible qu'en Suisse les lois de police cantonales ou certaines d'entre elles aient la même conception de la mendicité. Mais, quant à l'escroquerie, l'art. 148 OP n'exige pas que l'auteur connaisse sa victime ; l'escroc peut aussi circonvenir un inconnu quelconque que le hasard lui a fait rencontrer. Rien ne s'oppose donc, de ce point de vue, à ce que l'escroquerie à la charité, punissable comme mendicité en vertu du droit cantonal, le soit en outre, comme escroquerie, en vertu du droit fédéral. On a également mis en doute que l'escroquerie à la charité implique une véritable tromperie, en faisant valoir que celle-ci devrait porter sur un fait qui dissimule à la victime ce que son acte de disposition a de préjudiciable pour elle ou pour un tiers, tandis que celui qui fait l'aumône sait qu'il s'appauvrit ou appauvrit autrui (FRANK, op. cit. § 263 p. 569/570, que la Cour cantonale cite d'ailleurs à tort à l'appui de son opinion selon laquelle il n'y aurait pas, en matière d'escroquerie à la charité, d'enrichissement illégitime; sur ce point, cf. les considérants ci-après). Mais en réalité, pour qu'il y ait escroquerie, il suffit, comme le relève le recourant, que l'auteur fasse naître dans l'esprit du disposant une erreur sans laquelle celui-ci n'aurait pas accompli l'acte préjudiciable à ses intérêts pécuniaires ou à ceux d'un tiers. Peu importe que cette erreur n'ait pas trait à la perspective d'une contre-prestation, mais à la croyance du disposant en la valeur morale de son acte. C'est pourquoi l'obtention frauduleuse d'une donation est aussi une escroquerie. Au reste, une fois détrompée, la victime ne ressentira pas moins la perte matérielle subie que l'abus fait de ses intentions libérales ou charitables. Enfin le mendiant qui recourt à la tromperie pour parvenir à ses fins agit bien dans le dessein de se procurer ou de procurer à un tiers un enrichissement illégitime. Le fait de donner et de recevoir l'aumône n'échappe pas à l'empire du droit. Il est vrai qu'en général il s'agit de très petites sommes et que le disposant est guidé par des considérations d'humanité qui ressortissent à la morale. Mais il reste qu'en

lui-même, l'acte par lequel on fait l'aumône est un transfert de propriété qui doit nécessairement obéir aux règles du droit, faute de quoi l'avantage obtenu par l'acquéreur n'est pas légitime. Et cette légitimité fait défaut lorsque le mendiant obtient un secours grâce à des allégations fallacieuses. Il éveille ainsi dans l'esprit de celui auquel il s'adresse l'idée d'une obligation morale dont celui-ci croit s'acquitter en faisant l'aumône. En réalité, cette obligation étant inexistante, l'attribution a lieu sans cause juridique et pourrait être répétée (art. 63 al. 1 CO). L'art. 63 al. 2 CO ne s'y opposerait pas, car s'il exclut la répétition de ce qui a été payé pour accomplir un devoir moral, il ne s'applique pas dans le cas où ce devoir n'est que supposé (cf. v. TUHR, Code des obligations, 1, p. 379 note 92, et RO 48 II 194). Par ailleurs, si l'on voulait voir dans l'aumône une donation, le donateur trompé pourrait aussi exercer la *condictio indebiti*, moyennant qu'il invoque la *Strafgesetzbuch*. No 53. 197 nullité de son acte pour cause d'erreur ou de dol (cf. RO 39 II 243 /4). De toute façon, l'enrichissement de l'escroc à la mendicité apparaît donc contraire au droit, sans qu'on doive rechercher si, pour le surplus, un avantage en soi légitime ne cesse pas toujours d'être tel qu'il est obtenu par des moyens reprehensibles.

3. - Toutefois, si l'escroquerie dite à la charité réunit tous les éléments de l'infraction réprimée par l'art. 148 CP, il est difficile, dans la pratique, de la distinguer de la mendicité ordinaire. Nombreux sont les mendiants qui exagèrent leur misère pour apitoyer les personnes auxquelles ils s'adressent. Cependant on ne saurait dire que, par ce seul fait, ils fassent preuve d'astuce. Il s'agirait donc de fixer le point où commence en ce domaine la tromperie véritable. D'autre part, il n'y a escroquerie que si et dans la mesure où les allégations fallacieuses ont déterminé la victime à faire un acte de disposition. Or souvent, celui qui fait l'aumône n'attache pas grande importance aux dires du mendiant ; parfois même, il ne donne que pour échapper à ses importunités ; ou bien, s'il se laisse convaincre, il donne simplement un peu plus qu'il n'aurait donné sans la tromperie, en sorte que dans ce cas l'escroquerie ne porte que sur la différence. À cela s'ajoute - comme le relève justement la Cour cantonale - que la mendicité, même frauduleuse, pose un problème qui est d'ordre préventif bien plus que d'ordre répressif : plutôt que des peines criminelles ou correctionnelles, la mendicité requiert des mesures appropriées, telles que le renvoi dans une maison de rééducation au travail. Enfin, la conscience juridique repugne à introduire la notion de crime dans un domaine - celui de la mendicité et de l'aumône - qui, pour une large part, relève de la morale. Ces considérations n'ont pas pu échapper au législateur fédéral. Il y a lieu d'admettre dès lors qu'il n'a pas voulu, du moins en règle générale, réprimer l'escroquerie à la charité comme escroquerie, mais qu'il y a vu avant tout une forme de la mendicité qui devait être combattue comme l'art. 53. 18 *Strafgesetzbuch*. Comme, d'autre part, il a renoncé à faire de la mendicité une contravention de droit fédéral et qu'ainsi les cantons sont compétents pour légiférer à ce sujet (art. 335 eh. i CP), c'est au droit cantonal qu'il appartient en principe de punir la mendicité simple ou frauduleuse comme contravention de police. Le canton de Berne a fait usage de cette faculté en édictant et en maintenant en vigueur l'art. 27 de la loi sur la police des pauvres. Il convient en revanche de réserver le cas où l'escroquerie à la charité prend des formes ou des proportions qui ne permettent plus de l'apparenter à la mendicité courante. Il en sera ainsi notamment lorsque le mendiant aura déployé sur une large échelle une activité particulièrement industrielle, ou aura réussi à escroquer des sommes importantes, ou encore se sera approprié un secours qui avait une destination spéciale (ZÜRCHER, Exposé des motifs de l'avant-projet, p. 488, 490 ; le fait de capter des secours d'un office d'assistance public ou privé en se donnant de fausses qualités constitue d'ailleurs toujours une escroquerie). Dans ces éventualités, ou l'aspect frauduleux de l'acte

de mendicite passe au premier plan, le juge devra appliquer l'art. 148 CP (dans le meme sens, pour le droit fran~ais, GARQON, Code penal annote, I p. 1373 n 08 478 et 479). 4. - En l'espece, l'inculpe s'est livre a la mendicite en se faisant passer pour un Suisse rel}.tre recemment de l'etranger avec sa famille. Pour donner plus de poids a ses dires, il se faisait accompagner de sa femme et de l'un ou l'autre de ses enfants. C'est ainsi qu'il a entrepris avec eux plusieurs voyages dans le canton de Berne et dans deux cantons voisins. Les sommes qu'il a reussi a obtenir ont ete parfois relativement importantes (10 et 20 fr.). La mendicite pratiquee par ces moyens et sur cette echelle se rapproche sans doute de l'escroquerie au sens de l'art. 148 CP. Toutefois les allegations de Gottofrey n'etaient que par- tiellement inexactes ; il etait en effet rentre de France en Strafgesetzbuch. No 63. 199 1939 et se trouvait sans ressources. D'autre part, l'arret attaque ne constate pas que les personnes sollicit6es n'aient donne ou n'aient donne autant qu'eu. egard aux faits avances par l'inculpe; on peut presumer que la trom- perie n'a pas et6 toujours et en tout decisive (cette condi- tion ne semblant pas requise par l'art. 27 de la loi bemoise de 1912). Enfin, c'est a tort que le Procureur general reproche a Gottofrey d'avoir sollicite des secours d'offices publics d'assistance, en pretendant remplir les conditions requises {Suissees rentres de l'etranger). Il ne peut s'agir ici que du Bureau central de bienfaisance a Neuchâ.tel ou eventuellement du Poste de secours de la Croix-Rouge a la Chaux-de-Fonds, car la Maternite ou l'Ecole d'infir- mieres de Fribourg n'ont nullement le caractere de bureaux d'assistance. Mais l'arret attaque ne porte pas sur les actes de mendicite commis dans le canton de Neuchatel. D'ailleurs, Gottofrey s'est manifestement adresse aux deux offices en question dans l'idee qu'on y faisait l'aumône sans a.utres formalites. Cela ressort du fait qu'il s'est eloigne precipitamment quand il a vu que l'employee de la Croix- Rouge voulait telephoner au president de l'oeuvre. Il ne songeait donc qu'a mendier, non a capter des secours offi- ciels. Dans ces conditions, la Cour cantonale n 'a pas viole le droit federal en se bomant 8. punir l'inculpe pour contra- vention a la loi cantonale sur la police des pauvres. Par cea moti/s, le Tribunal /ilbal rejette le recours.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.